

Ministère de l'Équipement et de l'Environnement
Secrétariat d'État à l'Environnement
Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis
(CITET)



COMMUNICATION SUR LE PROGRES



Oct 2012 – Sept 2013



NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL

SOMMAIRE

A- ENGAGEMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

- a. LA POLITIQUE RSE DU CITET**
- b. LA CHARTE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE**
- c. LA PROMOTION DES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL**
- d. L'INTÉGRATION DES PARTIES PRENANTES**
- e. LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE SUIVANTE**

B- LES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL EN ACTIONS & LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE SUIVANTE

C- LES INDICATEURS & LES PERFORMANCES

D- LES ANNEXES

- LA CHARTE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DU CITET**
- LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET DE SANTÉ & DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

A- ENGAGEMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

« Depuis son adhésion au Pacte mondial en septembre 2012, le CITET a entamé une démarche de progrès basée sur les 10 principes ainsi que les exigences du référentiel international ISO26000.

Un comité de pilotage a été créé regroupant au moins un membre de chaque direction du CITET, avec au total 15 membres permanents.



Un diagnostic a été initié sur 3 mois et a permis d'identifier les axes stratégiques RSE et de définir la politique sociétale témoin d'engagement et de la continuité du soutien du CITET au pacte mondial et à ses principes. »

Mme Amel JRAD
Direction générale



Politique de la Responsabilité sociétale

« Le CITET, de part sa mission principale en tant qu'institution dédiée à la promotion du développement durable notamment auprès des entreprises tunisiennes, est doublement concerné par l'engagement à la responsabilité sociétale, d'abord en tant qu'acteur dans la mise en œuvre du programme RSE dans des entreprises tunisiennes, puis en tant que membre de ce réseau international du Pacte Mondial, concrétisé par la signature de la lettre d'adhésion au Pacte Mondial le 24 septembre 2012.

Devenir socialement responsable consiste, pour le CITET, à intégrer des enjeux sociaux, environnementaux et de bonne gouvernance dans sa stratégie et ses activités dans le cadre d'une approche progressiste, équilibrée et pérenne.

La politique RSE du CITET s'appuie sur des principes généraux de la responsabilité sociétale et notamment ceux du Pacte Mondial touchant les domaines de droit de l'homme, du droit de travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

La politique RSE du CITET s'appuie sur les axes stratégiques suivants :

Axe 1 : Développer le droit de vigilance et de prévention de la complicité pour un total respect des droits humains, notamment au niveau de la sphère d'influence ;

Axe 2 : Développer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption à tous les niveaux ;

Axe 3 : Développer un dialogue social constructif pour l'intérêt collectif ;

Axe 4 : Développer les capacités pour l'épanouissement des ressources humaines ;

Axe 5 : Être exemplaire en matière de gestion environnementale du site et de pilotage des projets innovants.

A cet effet, nous mettons en place un comité RSE permanent afin de veiller à la mise en œuvre au déploiement et au suivi de la stratégie RSE au CITET.

La réussite de la démarche RSE au CITET repose sur l'implication de tous et sur la volonté de tout le personnel à adhérer pleinement à ces principes. »

Mme Amel JRAD
Direction générale

Les axes stratégiques RSE de la politique CITET ont été déclinés par principe du Pacte mondial de manière à corréler la démarche CITET avec les 10 principes.

	Principes du Pacte Mondial									
Axe de la politique	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Axe 1 : Développer le droit de vigilance et de prévention de la complicité pour un total respect des droits humains, notamment au niveau de la sphère d'influence	x	x		x	x	x				
Axe 2 : Développer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption à tous les niveaux ;										x
Axe 3 : Développer un dialogue social constructif pour l'intérêt collectif			x							
Axe 4 : Développer le renforcement des capacités pour l'épanouissement des ressources humaines	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Axe 5 : Être exemplaire en matière de gestion environnementale du site et le pilotage des projets innovants.							x	x	x	

La Charte de la Responsabilité Sociétale du CITET

Fin Août 2013, un groupe de travail issu du comité de pilotage RSE a arrêté la charte éthique du CITET.

Cette Charte est présentée en annexe 1.

Ce document fait expressément référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux Conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et engagent les parties prenantes au respect de la réglementation nationale, voire internationale, en l'absence d'obligations locales.

Cette charte éthique confirme la volonté du CITET à respecter et à faire respecter les principes fondamentaux contenus dans les textes universels.

Elle décline un ensemble de valeurs et de principes d'actions qui guident le CITET dans sa stratégie, ses activités, ses relations avec les fournisseurs, les clients et d'une manière générale avec l'ensemble des parties prenantes.

	Principes du Pacte Mondial									
Engagement de la Charte RSE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1. Gouvernance, Éthique et Loyauté des pratiques										X
2. Droit de l'Homme	X	X								
3. Respect des normes de travail			X	X	X	X				
4. Protection de l'environnement							X	X	X	

La promotion des principes du Pacte Mondial et de la RSE

1- Le CITET, a depuis 2011, engagé un projet financé par la GIZ qui a couvert :

- La formation des compétences nationales (experts et entreprises) sur le référentiel international du Pacte Mondial des Nations Unies et les outils de mise en œuvre de la RSE au sein des entreprises industrielles ;
- L'assistance technique et l'accompagnement d'un groupe d'entreprises pilotes (une dizaine) dans l'intégration des principes et domaines d'actions de la RSE dans leurs stratégies et activités visant l'adoption d'une approche qui tient compte des trois piliers du développement durable (économique, social et environnemental) ;



- L'information et la communication sur la RSE à travers des séminaires de sensibilisation, des publications sur les bonnes pratiques RSE des entreprises et un site web pour l'interaction et le partage des informations.

2- Dans le cadre du projet de Production Propre, le CITET a organisé en partenariat avec le Secrétariat d'Économie Suisse (SECO) et l'ONUDI une journée de sensibilisation sur l'hôtellerie durable et cela, le 02 Octobre 2012 à l'hôtel SentidoPhénicia – à Hammamet.

Un bon nombre de responsables et représentants des hôtels de la place ont enregistré leur présence à ce séminaire dont les objectifs sont :

- Présenter les opportunités en termes de gains économiques, environnementaux et sociaux
- Montrer les certifications et labels du tourisme durable ;

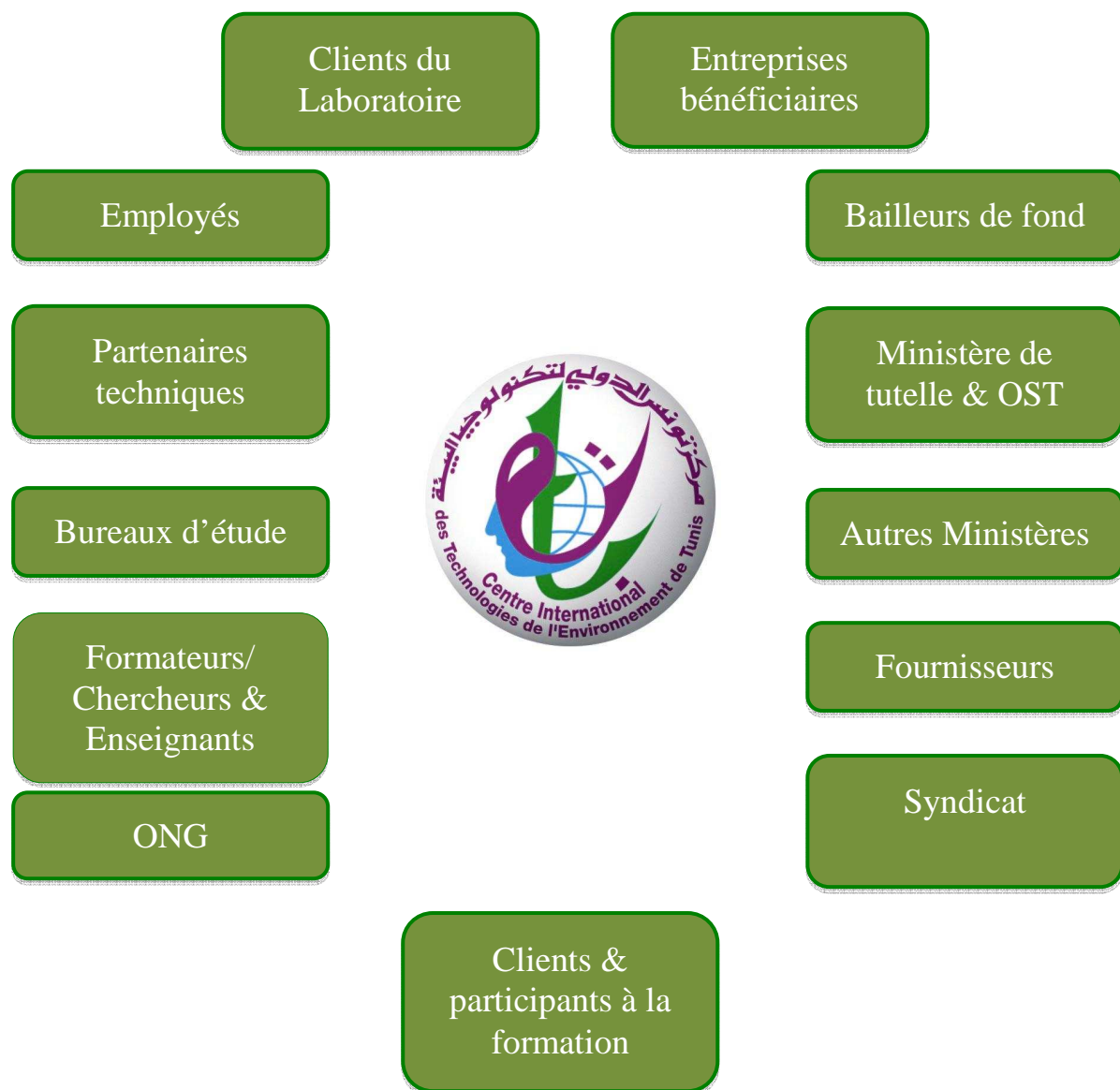
Cette action a été suivie par un programme de déploiement qui a permis :

- la formation de 10 experts nationaux sur le référentiel RSE : Travelife ;
- l'accompagnement de 10 hôtels, initié en mai 2013 dans le déploiement de cette démarche.

3- De plus, le CITET a listé un ensemble de documents officiels auquel il sera inséré le logo de promotion du Pacte mondial.

L'intégration des parties prenantes

Le CITET, à travers l'ensemble des membres de son comité de pilotage RSE a identifié l'ensemble des parties prenantes, susceptibles d'interaction avec ses activités et avec les principes du Pacte mondial.



Un mapping influence / performance a permis de réaliser une auto-évaluation par rapport à l'attente de chaque famille de partie prenante et d'estimer le niveau de performance perçu par les membres du comité RSE relatif à chaque attente afin de faire ressortir les priorités d'actions vis-à-vis de ces acteurs.

ENGAGEMENT DU CITET : Projections pour l'année suivante :

Dans le cadre du plan de communication interne :

- Sensibiliser l'ensemble du personnel aux engagements et axes stratégiques de la politique RSE
- Faire adhérer l'ensemble des directions du CITET par une signature sur la Charte RSE
- Intégrer la communication de la Charte lors de l'intégration de toute nouvelle recrue

Dans le cadre du plan de communication externe :

- Intégrer la Charte RSE dans le site web : www.citet.nat.tn;
- Impliquer un échantillon de parties prenantes externes dans le respect de la Charte par une communication ciblée ;
- Mettre en œuvre le plan des réunions avec les parties prenantes stratégiques pour discuter des enjeux de la RSE et de l'intégration de ses composantes dans les projets, les activités et les décisions du CITET.

B- LES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL EN ACTION

Droits humains

Principes du Pacte mondial de l'ONU
Principe 1 : Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence.
Principe 2 : Les entreprises sont invitées à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme.

Les engagements au respect et à la promotion des droits humains ont été intégrés aussi bien dans la politique RSE que dans la charte RSE.

Les interfaces entre les activités du CITET et les éventuels risques de non respect des droits humains ont été formellement identifiés, lors de la phase de diagnostic, par les membres du comité de pilotage RSE.

Par ailleurs et en cohérence avec la politique nationale et l'accord conclu entre le gouvernement et la principale centrale syndicale nationale, le personnel appartenant à des sociétés de sous-traitance sur le site du CITET a été intégré en tant qu'employés titularisés du centre et ce à partir du mois d'août 2013 garantissant ainsi leur couverture sociale et une rémunération digne.

De plus et toujours en cohérence avec la politique de l'Etat, le CITET a intégré en 2013 deux cadres en relation avec les martyrs de la révolution et les bénéficiaires de l'amnistie générale ainsi que la titularisation de 03 jeunes diplômés chômeurs leur permettant de retrouver leur droit au travail et ainsi de travailler dignement et de regagner ainsi leurs droits socio-économiques.

Droits humains : Projections pour l'année suivante

Dans le cadre du plan de communication externe :

- Impliquer un échantillon de parties prenantes externes dans le respect de la Charte par une communication ciblée ;
- Assurer une action de sensibilisation interne sur les droits humains.

Droits de travail

Principes du Pacte mondial de l'ONU
Principe 3 : Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.
Principe 4 : L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
Principe 5 : L'abolition effective du travail des enfants.
Principe 6 : L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Travail forcé et des enfants

Le CITET, en tant qu'organisme public est régi par la réglementation du secteur public et de ce fait, toutes les formes de travail forcé ou obligatoire ainsi que de travail des enfants y sont proscrites.

Sa Charte RSE élaborée en 2013 s'engage à promouvoir cette interdiction au niveau de toute la sphère d'influence.

Dialogue Social et Actions Sociales

Au CITET, le syndicat a été créé en 2006 et regroupe actuellement 109 personnes adhérentes dont 59 femmes.

- 3 réunions officielles ont été tenues entre le syndicat et l'administration du CITET durant la première année d'adhésion du CITET au pacte mondial.

- Une enquête de satisfaction du personnel a été conçue et validée et a couvert aussi bien les critères associés aux relations professionnelles que des thèmes relatifs à des principes de la responsabilité sociétale (transparence, discrimination,)

- 4 actions sociales sous forme d'aides financières sont enregistrées pour 2012 lors de la rentrée scolaire, des mariages ainsi que lors des fêtes religieuses et ce pour les personnels avec les salaires les plus bas.

- Une manifestation « Famille CITET » a été organisée en septembre 2013 pour promouvoir la culture d'appartenance et impliquer le personnel dans la démarche RSE du CITET et tisser ainsi des liens plus forts entre les employés.

Journée – Famille CITET

La clôture de la première année d'adhésion du CITET au pacte mondial a été célébrée avec l'organisation d'une manifestation au sein du centre qui a regroupé les familles des employés du CITET, notamment leurs enfants.

Cette manifestation a été préparée par un groupe au sein du comité RSE et organisée le 28 septembre 2013, sur le thème de l'Environnement impliquant les enfants du personnel pour associer la responsabilité environnementale à l'enjeu social interne au sein du Centre.

Parmi les actions clés de cette manifestation :

- l'organisation d'un concours de dessin par les enfants des employés sur le thème de l'environnement.

Cette action a été encadrée par une association culturelle spécialisée «Alwen El Houria » et l'évaluation des dessins assurée par une diplômée des Beaux-Arts ;





- l'organisation d'un concours de collecte de bouchons plastiques, remis à l'ONG « Amel Tounes » dont l'activité est de revendre ces déchets de bouchons à des entreprises de recyclage en vue d'acheter des chaises roulantes pour les personnes à mobilité réduite.



Promotion

- En cohérence avec la politique de régularisation des situations qu'a connu le pays post-révolution, 32 cadres et agents du CITET ont bénéficié d'une promotion dans le grade durant l'année 2012.

Santé et Sécurité au Travail

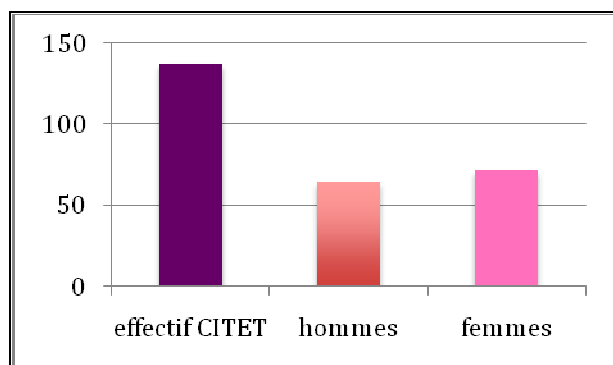
- 5 employés de la direction DTIT ont bénéficié pour la première année, d'équipements de protection individuelle en cohérence avec leurs activités et les risques associés.

- La fréquence d'intervention sur site du médecin de la santé publique a été portée à 2 jours par semaine.

- un seul accident de travail a été enregistré en 2013 sans nécessité d'arrêt de travail.

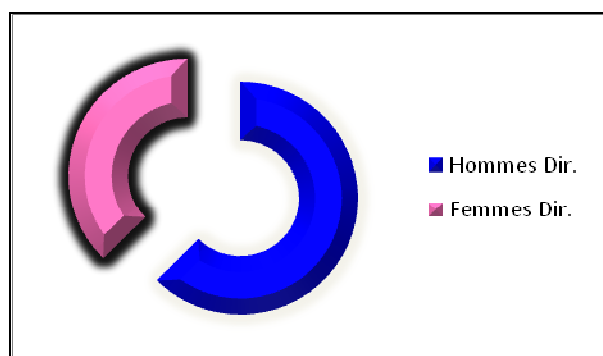
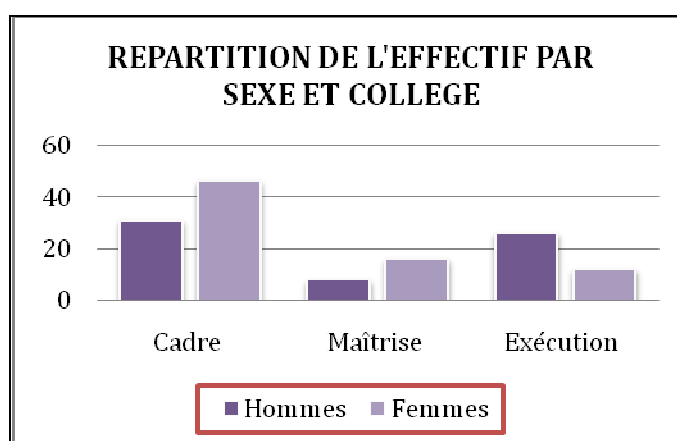
Discrimination au Travail

Le CITET compte 137 personnes, avec une quasi-parité homme-femme.



Nb d'hommes	65
Nb de femmes	72

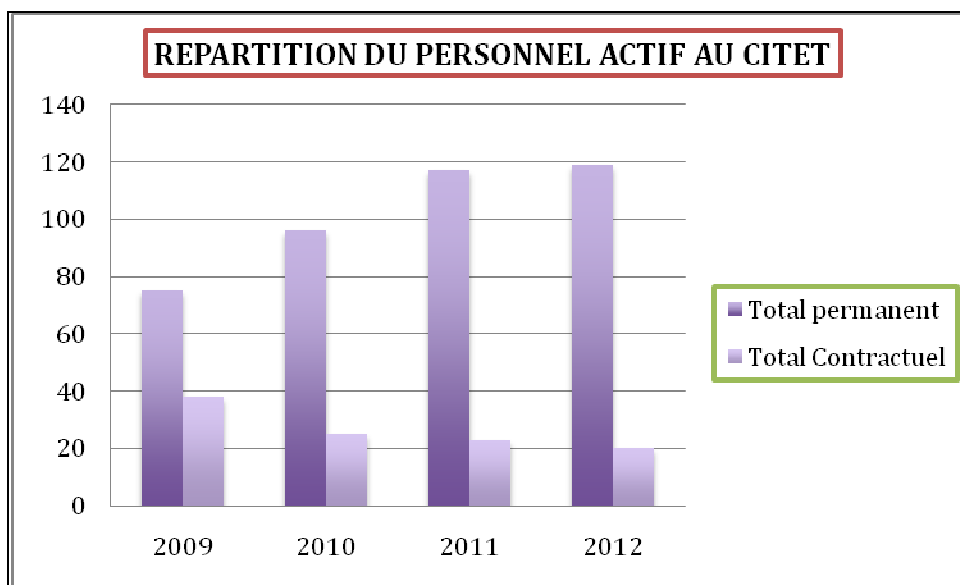
Répartition par sexe de l'effectif du CITET



Le comité de direction est composé de 5 hommes et de 3 femmes.

La nomination au poste de la direction générale émane du ministère de tutelle. La nomination au poste de directeur se fait conformément aux critères énoncés dans le décret n°2008-2744 du 28/07/2008.

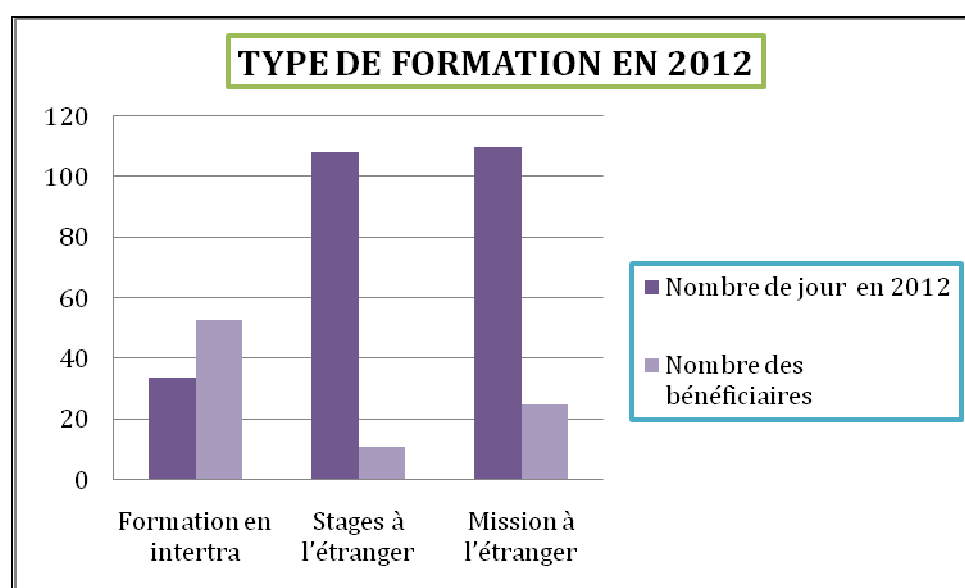
Répartition par sexe de l'effectif de Direction



Développement du capital humain

Le CITET a organisé pour le compte de son personnel plusieurs actions de formation en 2012 :

Type de formation	Nombre de jour en 2012	Nombre des bénéficiaires
Formation en inter	34	53
Stages à l'étranger	108	11
Mission à l'étranger	110	25
Total	253	89



De plus, le CITET a organisé une série de séances individuelles de coaching au profit de 14 cadres du CITET de l'équipe de pilotage du projet des gestions des connaissances avec l'aide d'un coach professionnel certifié, il s'agit d'une prise de contact et d'exploration des besoins et des différents axes de développement personnel de chacun.

Des formations sur la gestion des conflits, la conduite des changements... ont été organisées au profit du personnel du CITET.

Toutes ces actions menées par le CITET avaient comme objectif le développement du capital humain et l'amélioration des conditions de travail.

Droits du travail : Projections pour l'année suivante

- Assurer une formation des représentants syndicaux à la réglementation sociale.
- Assurer la réalisation d'une réunion trimestrielle Direction – Syndicat dont l'ordre du jour porte sur l'amélioration des performances sociales du Centre.
- Organiser une nouvelle manifestation interne.

Environnement

Principe du Pacte mondial de l'ONU

Principe 7 :

Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement

Principe 8 :

Les entreprises sont invitées à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

Principe 9 :

Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Promotion de la responsabilité environnementale et du principe de précaution :

Le CITET a mis en place un management environnemental selon l'ISO14001 et de ce fait a développé des pratiques responsables et favorisant l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement, le centre projette le renouvellement de sa certification avec un nouveau bureau de certification.

Sa politique environnementale a défini les objectifs suivants :

- ✓ *La rationalisation de l'utilisation des ressources énergétiques et optimisation de la consommation d'eau et le développement des énergies renouvelables,*
- ✓ *La prévention et maîtrise de la pollution engendrée par nos activités :*
 - *par le tri des déchets et leur élimination dans les filières autorisées,*
 - *par la réduction, quand cela est possible, à la source de la quantité des déchets générés,*

en intégrant des critères de choix environnementaux et en informant nos clients et fournisseurs sur leurs impacts

Pour booster la promotion de la responsabilité environnementale, 7 actions de formation portant sur des thèmes nouveaux au CITET, destinées pour les ressources internes et externes ont été planifiées et réalisées en 2012-2013

« Formation des auditeurs tierce partie en SME ISO 14001 »

Objectif :

- Former et qualifier 20 auditeurs tierce partie en ISO 14001 pour entrer dans le marché de la certification

« Formation des accompagnateurs en SME ISO 14001 »

Objectif :

- Former et qualifier 30 consultants à l'accompagnement des entreprises pour la mise en place de système de management environnemental (SME) conforme à l'ISO 14001 soit en individuel ou en groupe d'entreprises. La formation déploie une technique de formation adulte.

« Formation des responsables environnementaux / auditeurs internes »

Objectif :

- Préparer les participants à assurer leurs rôles de responsables de management environnemental et/ou d'auditeurs internes conformément à l'ISO 14001.

Formation sur « l'accompagnement à la mise en place de la communication environnementale par l'entreprise »

L'objectif du projet de communication environnementale d'entreprise, réalisé en partenariat entre le CITET, l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers le Programme Tuniso-Allemand pour l'Environnement (PPE) est d'inciter les entreprises tunisiennes de branches économiques différentes à utiliser les instruments de la communication environnementale pour la sensibilisation des tunisiens et tunisiennes à long terme sur les thèmes environnementaux.

A court terme, les objectifs de cette formation étaient de :

- Développer les compétences nationales pour aider les entreprises dans la mise en place de système de Communication environnementale ;
- Identifier et maîtriser les besoins de l'entreprise en produits de communication environnementale ;
- Maîtriser la méthodologie d'élaboration d'un plan d'action en communication environnementale adapté au besoin de l'entreprise adhérente dans ce projet.

Formation sur « l'Approche Participative dans le milieu rural »

Cette formation a été réalisée dans le cadre du projet « Protection des Ressources Marines et Côtières du Golfe de Gabès ».

Elle a visé à renforcer la capacité des participants concernant :

- les principes et outils de l'approche participative et l'approche genre,
- le diagnostic rapide participatif en milieu rural,

en vue d'améliorer l'efficacité des interventions dans la prise en charge des programmes de protection des ressources marine et côtières du Golfe de gabes.

Formation des enseignants et éducateurs à « la mise en place d'activités de sensibilisation environnementale »

La formation de formateurs s'est adressée aux enseignants et éducateurs qui interviennent directement auprès des enfants et/ou des jeunes.

L'objectif général de la formation est de développer pour les enseignants et les éducateurs un programme de formation de courte durée pour répondre à l'objectif global de former les acteurs locaux afin qu'ils deviennent eux-mêmes acteurs sur leurs territoires. La formation a également vocation à inscrire la protection de l'environnement dans la durée, et de contribuer à faire naître la **conscience éco-citoyenne**.

L'objectif spécifique de la formation est de rendre les enseignants /éducateurs capables de sensibiliser, d'informer et d'impliquer les jeunes à une meilleure gestion de l'environnement et aux impératifs de **la conservation de la biodiversité**.

Formation des formateurs en matière de « Vulgarisation environnementale »

La formation de formateurs s'adresse à l'ensemble des acteurs clés identifiés pour la mise en place des campagnes de sensibilisation visant à toucher les différentes couches de la société. Les acteurs locaux bénéficiaires de la formation de formateur ont été répartis selon 4 groupes:

- **Les autorités locales :** délégués, gardes marines et les élus municipaux, les membres des conseils villageois ;
- **Les instances d'appui et d'assistance techniques :** CRDA, Direction régionales, techniciens municipaux : service de l'aménagement de territoire, de gestion des déchets, de la protection de la nature et du développement du territoire.
- **Les groupements et organisations professionnels :** L'Union Locale de l'Agriculture et de la Pêche (ou UTAP le cas échéant), UTICA, et les directeurs de syndicats de

pêches, des groupements de pêcheurs et des groupements de développement agricoles ainsi que ceux des sociétés mutuelles agricoles ; les intervenants touristiques ...

- **Le secteur associatif :** associations de développement et ONG locales ; l'UNFT ...

L'objectif général de la formation est de développer pour les acteurs clés (étatiques et non étatiques) un programme de formation de courte durée qui les familiarise avec les objectifs du projet et avec leur mission de vulgarisateur, répond à l'objectif général de former les acteurs locaux afin qu'ils deviennent eux même acteurs de la sensibilisation à la préservation de la biodiversité marine et côtière.

La formation a également vocation à inscrire la protection de la biodiversité marine et côtière dans la durée, et d'impulser une dynamique locale afin que la défense du patrimoine naturel soit pleinement inscrite dans toutes démarches de développement local.

Diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Achat responsable :

Le CITET a commencé à intégrer le principe de l'achat responsable dans sa politique d'approvisionnement. Ainsi des produits d'entretien sont actuellement achetés auprès d'une coopérative locale d'insertion des personnes à besoins spécifiques.

Activité de surveillance :

Le CITET de part sa mission contribue à surveiller les impacts environnementaux à travers :

- le diagnostic et les analyses de la qualité de l'air ambiant dans les locaux de travail pour détecter la présence des produits chimiques toxiques en vue de prévenir les éventuels impacts sur la santé des travailleurs.
- l'analyse de l'air à l'émission pour s'assurer de la conformité aux normes et protéger l'environnement
- l'analyse des eaux usées domestiques et industrielles pour détecter la source de pollution et protéger l'environnement et sauvegarder la faune et la flore aquatiques
- la participation dans les comités d'élaboration des normes et des guides environnementaux
- les campagnes d'analyses des eaux de baignades pour prévenir de l'existence des germes pathogènes
- la réalisation des études et analyses des déchets solides pour minimiser leurs impacts et trouver les possibilités de recyclages
- la réalisation des études et analyses sur des produits toxiques pour les recycler ou diminuer leurs effets sur l'environnement.

14 700 analyses environnementales ont été réalisées en 2012, les paramètres analysés sont répartis ainsi :

- 12000 paramètres pour l'analyse des substances liquides telles que les eaux et les huiles
- 1500 paramètres pour l'analyse des échantillons solides tels que les engrais et la terre.
- 1200 paramètres pour l'analyse de la qualité de l'air

Coopération internationale :

Le CITET a lancé plusieurs projets financés par organismes internationaux (ONUDI, CE, BM, GIZ) et avec des partenaires techniques des pays européens, des pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc) sur des thèmes comme :

- L'assistance technique aux entreprises industrielles et hôtelières pour la mise en place des options de production propre (ACV, écologie industrielle, RSE) visant à réduire à la source la pollution et de rationaliser la consommation des ressources, la diffusion de l'écolabel et la mise en place des systèmes de management environnementales et ce afin d'améliorer la compétitivité des entreprises tunisiennes.
- Le renforcement des capacités des compétences nationales ;
- La protection des ressources naturelles et de la biodiversité ;
- La maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables..

Mission d'étude à des sites méditerranéens côtiers faisant l'objet de gestion intégrée de la biodiversité

Cette mission d'étude s'inscrit dans le cadre du projet « Protection des Ressources Marines et Côtières du Golfe de Gabès ». Cette mission est réalisée aux profits des cadres appartenant aux institutions directement concernées par la gestion des ressources marines et côtières en Tunisie.

L'objectif est de renforcer la capacité des cadres concernés par la gestion des ressources naturelles en milieux marins et côtiers du Golfe de Gabès en matière de conception et de mise en œuvre de plans et/ou de programmes de gestion de sites naturels selon les concepts et principes de la gestion intégrée de la zone côtière (GIZC).

Au terme de cette mission d'étude, il est attendu que les participants se familiarisent davantage avec :

- la définition des objectifs de conservation des éléments constitutifs de la biodiversité dans un contexte de préservation du patrimoine naturel et d'utilisation durable,
- l'identification d'activités de valorisation des sites naturels dans le respect de leurs valeurs patrimoniales naturelles et culturelles,
- la gestion des conflits d'usages au niveau des zones côtières ;

.....

Lancement du projet VEDER (Valorisation Energétiques des Résidus) :

Le projet « VEDER » a pour but la mise en place d'une unité de cogénération pour la valorisation des déchets agricoles (déjections animales et autre biomasse), la création d'une base de données SIG évolutive sur l'état actuel et le potentiel de la production de résidus de biomasse dans la région de Béja.

La mise en œuvre de ce projet pilote de cogénération dans une zone rurale de la Tunisie et la création d'un modèle de développement durable d'agro-énergie seront des exemples de :

- 1) La production décentralisée d'électricité à partir de ressources renouvelables;

- 2) L'amélioration de l'efficacité de la gouvernance de questions complexes, telles que la gestion des déchets et la production d'énergie.
- 3) La promotion et intégration des procédés de digestion anaérobie pour le traitement des déchets de biomasse;
- 4) La mise en place dans la ferme de protocoles et de lignes directrices fondées sur des normes internationales telles que l'ISO 14001 et l'ISO 50001.



Séminaire National sur la RSE

Le CITET a participé le 16 avril 2013 au séminaire national sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises en apportant son témoignage et son expérience relative à deux projets menés volontairement par le CITET qui ont à la fois, généré des bénéfices sociaux et environnementaux.

Le Projet 1 exposé consiste en ***l'Éclairage du Boulevard Yasser Arafat de Tunis par un système hybride Éolien - photovoltaïque avec suiveur et utilisation des lampes LED***

Son objectif est de : **Substituer la production électrique, à base d'énergie fossile, par des énergies renouvelables.**

Il s'est agi de développer l'alimentation pour l'éclairage public d'un tronçon d'environ 1600 m du Boulevard de Yasser Arafat de Tunis par un système hybride éolien – photovoltaïque avec suiveur de la trajectoire solaire de puissance totale de 51 kW et la mise en place d'un réseau d'éclairage public par environ 124 luminaires type LED alimenté par un réseau basse tension conformément aux normes en vigueur et aux règles de sécurité.



Le Projet 2 exposé consiste en *l'Assainissement rural et adoption de nouvelles technologies*

Son objectif est : **Améliorer les conditions de vie des citoyens dans les milieux ruraux dont l'habitation ne dépassant pas 1000 habitants.**

Il s'est agi de mener ces projets dans les localités suivantes en utilisant les techniques de traitement ci-après :

Localisation géographique : Région de Jougar, Gouvernorat de Zaghuan.

Nombre d'habitant : 800 habitants.

Procédé de traitement : traitement des eaux usées par macrophytes



Localisation géographique : Région de Bent Saidane, Délégation d'El Fahes, Gouvernorat de Zaghuan.

Nombre d'habitants : 300 habitants.

Procédé de traitement : traitement des eaux usées par boue activée.

Avant le projet :



Après le projet :



Ces projets d'assainissement ont permis de :

- Renforcer l'hygiène des lieux.
- Réduire la pollution des eaux superficielles et des nappes phréatiques.
- Traiter les eaux usées de manière efficace et simple.

- *Respecter la réglementation.*
- *Réduire les coûts d'investissement et de fonctionnement.*
- *Choisir des travaux adaptés à chaque localité et limiter leur impact sur l'environnement.*
- *Réduire la quantité d'eau à traiter (et donc puisée dans une ressource commune qui se raréfie).*

Environnement : Projections pour l'année suivante

- Diagnostiquer et mettre en œuvre de nouvelles installations électriques et étudier la possibilité d'injecter l'énergie produite sur le réseau STEG;
- Lancer une consultation pour équiper les unités du laboratoire de chauffage central fonctionnant au gaz naturel ;
- Transformer la totalité des déchets verts des zones vertes du CITET en compost ;
- Développer de nouveaux modules sur des thèmes spécifiques de l'environnement ;
- Informatiser la gestion de la BDD formateurs dans le domaine environnemental à travers l'intranet
- Mettre en œuvre les projets de traitement des eaux usées par macrophytes en collaboration avec la société Sergaz dans 7 stations à Sbeitla, Sbika, Friana, Korba et Haouaria
- Réaliser 2 stations de traitement des eaux usées par macrophytes dans la région de Mellag (Kef) et Chebika (Tozeur)
- Réaliser les actions déjà planifiées depuis 2011/2012 pour l'accompagnement et la formation d'entreprises dans le cadre de la mise à niveau environnementale;
- Planifier des actions d'accompagnement à la mise à niveau environnementale pour d'autres groupes d'entreprises.

Lutte contre la corruption

Principe du Pacte mondial de l'ONU

Principe 10 :

Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Création en avril 2013 d'une cellule de bonne gouvernance et lutte contre la corruption, relevant du Ministère de la Gouvernance et de lutte contre la corruption

Cette cellule est chargée, sous l'autorité directe du directeur général du centre international des technologies de l'environnement de Tunis et l'autorité fonctionnelle du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, notamment de :

- *Coordonner entre le centre international des technologies de l'environnement de Tunis et les services du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,*
- *Coordonner avec la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement pour détecter les cas de corruption et les poursuivre administrativement et judiciairement,*
- *Notifier aux services du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption toutes requêtes de corruption ou de mauvaise gestion parvenues directement des dénonciateurs ou bien détectées par les organes d'inspection et de contrôle chargés d'investigation ou bien lors de la transmission de ces requêtes à l'Instance Nationale de la Lutte contre la Corruption,*
- *Suivre tous les dossiers de corruption faisant l'objet d'une inspection administrative et financière au sein du centre international des technologies de l'environnement de Tunis ou bien de poursuite judiciaire et transmettre à la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et aux services du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption des rapports périodiques y afférant,*
- *Transmettre à la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement toutes les informations, documents et données relatifs à la gestion administrative et financière du centre international des technologies de l'environnement de Tunis,*
- *Transmettre aux services du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, conformément à la réglementation en vigueur et à leur demande, toutes les déclarations, les données et les documents en liaison avec ses attributions,*
- *Participer à l'élaboration et l'exécution du modèle de bonne gouvernance au sein du CITET, donner l'avis obligatoirement à propos de tous les projets de manuels de procédure à appliquer et statuer sur leur conformité avec le modèle de bonne gouvernance et ce en coordination avec la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et les services du ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,*

- *Assurer le suivi de toutes les procédures et réformes relatives aux modes de gestion administrative et financière et à la qualité du service public, à intégrer dans le fonctionnement des services du CITET, et donner l'avis sur sa conformité avec le modèle de bonne gouvernance au sein du CITET et ce en coordination avec la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et les services du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption,*
- *Coordonner avec les structures de contrôle et d'audit interne relevant du CITET pour effectuer des missions d'inspection ponctuelles concernant les requêtes sérieuses réceptionnées qui peuvent avoir une liaison avec ses attributions et aviser les services de la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement et les services du ministre chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, qui ordonne, le cas échéant de transmettre le dossier directement à l'Instance Nationale de la Lutte contre la Corruption,*
- *Participer à l'élaboration des sondages et des statistiques ordonnées par les services du ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la gouvernance et de la lutte contre la corruption et ce en application des normes internationales fixant le niveau de corruption et de sa propagation ou de sa régression selon les secteurs, les fonctions et les services, afin de proposer les réformes législatives ou réglementaires nécessaires,*
- *Présenter à la cellule de la bonne gouvernance du secrétariat d'Etat chargé de l'environnement des rapports périodiques sur son activité et ses propositions en l'occurrence.*

Elaboration d'un projet d'une charte éthique du fonctionnaire

En réponse à la loi 623 du 23 mai 2012, changement de la procédure en 2012 pour l'ouverture et le dépouillement des plis suite à des consultations ou des appels d'offre à travers un comité de 6 personnes de direction différente. Ce comité peut faire appel à un membre du service demandeur. Ce comité est tenu d'élaborer un rapport de dépouillement pour chaque opération.

Lutte contre la corruption : Projections pour l'année suivante :

- Faciliter les procédures administratives via l'administration électronique ;
- Eliminer les short-listes de fournisseurs & sous-traitants et créer une base de données des fournisseurs potentiels au niveau du service achat ;
- Développer une relation avec une ONG pour la promotion des valeurs anti-corruption.
- S'approprier la charte éthique nationale du fonctionnaire.

C- Indicateurs et Performances

	OBJECTIFS CITET	INDICATEUR	RÉSULTAT	ACTIONS 2012 - 2013	ACTIONS 2014
Droits de l'Homme	Garantir le respect des droits de l'Homme dans la sphère d'influence	<p>Taux d'intégration du personnel sous-traité</p> <p>Taux d'engagement des fournisseurs et sous-traitants sur la Charte RSE</p>	<p>100%</p> <p>-</p>	<p>Intégration de 20 personnes appartenant à des sociétés de sous-traitance de main d'œuvre en 2012</p> <p>Titularisation des 17 personnes en 2013</p> <p>Elaboration d'une Charte RSE comprenant l'engagement au respect des droits de l'Homme</p>	<p>Faire signer la charte RSE par les fournisseurs et sous-traitants du CITET</p> <p>Assurer une sensibilisation interne aux Droits de l'Homme</p>
Droits de Travail	Renforcer le dialogue social	<p>Nombre de réunions Direction / Syndicat</p> <p>Taux de réalisation des décisions issues du dialogue social</p>	<p>3</p> <p>57%</p>	<p>Standardisation des règles de dialogue social Direction – Syndicat à au moins 4 réunions annuelles</p>	<p>Assurer une formation des représentants syndicaux à la réglementation sociale.</p> <p>Assurer la réalisation d'une réunion trimestrielle Direction – Syndicat dont l'ordre du jour porte sur l'amélioration des performances sociales du Centre.</p>

Environnement

Maîtriser la consommation d'énergie électrique	Taux de diminution de la consommation électrique	<p>Diminution de 24% durant les neuf mois de l'année 2013 par rapport à la même période de l'année 2012</p> <p>CO₂ évité : 35,5 teq CO₂ pendant les neufs premiers mois de l'année 2013</p>	Exploitation de la station hybride éolien-PV, pour l'éclairage du Boulevard de Yasser Arafat et injection de l'excès énergétique sur le TGBT du CITET	<p>- Diagnostic et mise en place des nouvelles installations électriques existantes au CITET et étude des possibilités d'injection de l'énergie produite sur le réseau STEG</p> <p>- Lancement d'une consultation pour équiper les unités du laboratoire de chauffage central fonctionnant avec le gaz naturel</p>
Recycler les déchets	Taux de recyclage des déchets	70%	Les déchets plastiques, déchets de verre, batteries usagées, cartouches d'imprimantes, déchets de papier suivent une filière de valorisation	Transformer la totalité des déchets verts des zones vertes du CITET en compost
Développer de nouveaux modules de formation sur des thématiques environnementales spécifiques	Nombre de nouveaux modules développés	17	<p>Les modules développés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement ISO 14001 - Responsables environnement - Auditeurs tierce partie ISO14001 - accompagnement communication environnementale - Approche 	Développement d'autres nouveaux modules dans le cadre des projets déjà engagés et/ou à la carte

			participative en milieu rural - sensibilisation environnementale - vulgarisation environnementale - gestion intégrée de la biodiversité	
Développer un réseau d'experts formateurs nationaux et internationaux dans le domaine de l'environnement	Nombre des nouveaux experts nationaux et internationaux	06 nouveaux formateurs-experts		Gestion informatisée de la BDD formateurs à travers l'intranet
Réaliser des projets de coopération avec les instances internationales sur le thème de l'environnement	Nombre des projets de coopération	<u>Nombre de projets de coopération :</u> 2012 : 11 projets 2013 : 12 projets	<u>Les Bailleurs de fonds :</u> ONUDI, CE, BM, GIZ, <u>Les partenaires techniques :</u> des pays européens, des pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc)	Lancement de nouvelles requêtes techniques et financières Continuer sur les projets en cours (PEE, COME)
Développer la Gestion des projets innovants relatifs à la mise à niveau environnementale des entreprises (formation & accompagnement)	Nombre d'entreprises accompagnées Nombre d'experts nationaux bénéficiaires Nombre des participants	85 entreprises 50 experts 625 participants	-	Continuer la réalisation des actions planifiées depuis 2011/2012 Planification des actions de formation pour d'autres groupes d'entreprises

<p>Anti-corruption</p>	<p>Lutter contre la corruption et la mauvaise gestion dans les démarches administratives et les opérations financières</p>	<p>Nombre d'actions de prévention anti-corruption engagées</p>	<p>Planifiées pour 2014</p>	<p>Création d'une cellule de bonne gouvernance et lutte contre la corruption, relevant du Ministère de la Gouvernance et de lutte contre la corruption</p> <p>Suivi de la démarche de dépouillement des offres par un comité de 3 à 4 personnes</p> <p>Elaboration d'un rapport de dépouillement pour chaque opération</p> <p>Elaboration d'un projet d'une charte éthique du fonctionnaire</p>	<p>Mise en œuvre d'un programme d'audit et de contrôle interne de gestion</p> <p>Faciliter les procédures administratives via l'administration électronique</p> <p>Eliminer les short-listes de fournisseurs & sous-traitants et créer une base de données des fournisseurs potentiels au niveau du service achat</p> <p>Développer une action de sensibilisation avec une ONG spécialisée pour la promotion des valeurs anti-corruption</p>
-------------------------------	--	--	-----------------------------	---	--

ANNEXES :



CHARTRE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DU CITET

En adhérant au Pacte Mondial des Nations Unies, le Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis (CITET) concrétise son engagement dans le respect et la promotion au quotidien des standards internationaux les plus exigeants en matière d'éthique. Il s'engage ainsi à respecter et à promouvoir dans ses activités et sa sphère d'influence dix principes relatifs aux Droits de l'Homme, au Droit du Travail, à l'Environnement et à la lutte contre la corruption.

Le CITET à travers toutes ses unités s'est notamment engagé dans une démarche volontariste de développement durable dans le cadre de leurs achats et de leurs contrats de sous-traitance, qui sont une composante importante de leurs activités. La présente charte témoigne de la volonté des entités du CITET de promouvoir l'application des principes du développement durable dans ses relations avec ses parties prenantes (salariés, syndicats, actionnaires, clients, fournisseurs, entrepreneurs, sous-traitants, prestataires de services, société civile, collectivités locales,...)

En adhérant à la présente charte, les parties prenantes s'engagent à respecter dans la mesure du possible la déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies, aux Conventions Fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) ainsi qu'à toute autre convention ou réglementation internationale ou nationale.

Dans le cas où l'une des parties, en raison de circonstances particulières, ne serait pas en mesure de respecter certaines dispositions de cette charte, elle sera tenue d'en faire part au CITET, afin de convenir des mesures correctives à mettre en œuvre.

Les engagements du CITET sont formalisés par la présente Charte RSE.

1. Gouvernance, Éthique et Loyauté des pratiques

Le CITET et toutes ses parties prenantes ont pour principe la loyauté afin d'instaurer et de maintenir des relations de confiance durables. Le CITET conduit ses activités conformément aux principes d'honnêteté et d'équité et aux règlements applicables en matière de concurrence et d'interdiction de la corruption dans toutes ses activités. La négociation et l'exécution des contrats ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits pouvant être qualifiés de corruption active ou passive, ou de complicité de trafic d'influence ou de favoritisme.

Toutes les entités du CITET traitent avec honnêteté et équité tous ses partenaires, quelle que soient leur taille et leur condition.

Ces derniers s'interdisent de proposer à tout collaborateur, tout don, cadeau, ou autre avantage.

2. Droits de l'Homme

Par « droits de l'homme », on entend tous les droits dont doit bénéficier tout être humain (notamment le droit à l'éducation et la liberté d'expression). A ce concept de « droits de l'homme » est clairement liée l'idée selon laquelle l'être humain doit jouir de ses droits sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, de convictions politiques ou autres, d'origine nationale ou sociale, de propriété, de naissance ou autre statut.

Le CITET et dans le cadre de son engagement vis-à-vis du Pacte mondial, a l'obligation de faire respecter les droits de l'homme à la fois sur le lieu de travail et, plus largement, dans sa sphère d'influence. Il s'engage à défendre clairement la politique de « droits de l'homme » à n'exercer, pour ce qui relève de sa responsabilité, aucune discrimination ni entrave aux droits sociaux, économiques et culturels.

Les parties prenantes du CITET sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

3. Respect des normes de travail

Recours au travail forcé ou obligatoire

Le CITET et ses parties prenantes s'engagent à ne pas avoir recours au travail forcé ou obligatoire tel que défini dans les conventions de l'OIT.

Recours au travail illégal

Le CITET et ses parties prenantes s'engagent à ne pas avoir recours au travail illégal tel que défini par la législation en vigueur.

Travail des enfants et des adolescents

Le CITET et ses parties prenantes s'engagent à appliquer les dispositions relatives à l'élimination du travail des enfants et à la protection des enfants et des adolescents, telles que définies par la législation en vigueur. Ils s'engagent en particulier à ne pas employer de personnes n'ayant pas atteint l'âge minimum requis pour travailler.

Discrimination

Le CITET et ses parties prenantes s'engagent à ne pas exercer de distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession.

Protection de la santé et de la sécurité

Le CITET et ses parties prenantes s'efforcent de maintenir un environnement sûr, protégeant la santé et l'intégrité physique et mentale du personnel, des sous-traitants, des intervenants liés à l'opération, des populations avoisinantes, et des utilisateurs de leurs produits. Le CITET se montre proactif sur les questions d'hygiène et de sécurité.

Les risques liés à son activité doivent être identifiés et évalués. Le CITET et ses parties prenantes prennent toute mesure utile pour limiter et, dans la mesure du possible, éliminer ces risques. Ils œuvrent activement à l'amélioration de la sécurité de toutes les personnes qui travaillent sur leurs sites. L'intégrité physique des

personnes étant en jeu, le CITET exige de ses partenaires qu'ils aient un niveau d'exigence identique pour la sécurité du travail lorsqu'ils interviennent sur des sites du centre.

4. Protection de l'environnement

Le CITET s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires afin d'atteindre les meilleurs standards en matière de protection de l'environnement, à fin de favoriser la mise au point et la diffusion des technologies respectueuses de l'environnement tant pour ses activités que pour son système de management, notamment en ce qui concerne la protection de la nature, le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, l'épuisement des ressources naturelles, la gestion des déchets et des substances toxiques.

Les partenaires du CITET s'engagent à intégrer progressivement les critères de respect de l'environnement, d'hygiène et de sécurité dans l'achat de produits et services, afin de réduire leur impact dans leurs domaines d'intervention. Ils s'engagent au minimum à se conformer aux lois et aux normes qui leur sont applicables localement.

POLITIQUE ENVIRONNEMENT SECURITE-SANTE AU TRAVAIL

*Agissant en tant qu'acteur actif et responsable pour le développement durable en Tunisie, nous avons comme principale et permanente préoccupation la protection de l'environnement et la prévention de la pollution dans toutes nos activités et services. L'**engagement continu et consolidé** du CITET dans la démarche ISO 14001 et OHSAS 18001 constitue un prolongement naturel de notre engagement total à garantir la qualité de nos activités et témoigne d'une volonté d'amélioration continue des performances environnementales.*

Dans cet esprit nous avons décidé d'instaurer et de maintenir un Système de Management Environnemental selon ISO 14001 V 1996 puis assurer son évolution selon ISO 14001 V 2004 au sein du CITET et qui s'applique aux activités, produits et services du centre dont la stratégie s'articule autour des axes suivants :

- *La minimisation des impacts directs et indirects de nos activités et la maîtrise des risques engendrés,*
- *L'intégration de la protection de l'environnement et prévention des dangers et maîtrise des risques dans la gestion quotidienne administrative,*
- *La prévention de la pollution et l'amélioration continue de nos performances environnementales et santé-sécurité au travail.*

La stratégie environnementale et avec la participation de l'ensemble du personnel du CITET a pour objectifs escomptés :

- ✓ *La rationalisation de l'utilisation des ressources énergétiques et optimisation de la consommation d'eau et le développement des énergies renouvelables,*
- ✓ *La prévention et maîtrise de la pollution engendrée par nos activités :*
 - *par le tri des déchets et leur élimination dans les filières autorisées,*
 - *par la réduction, quand cela est possible, à la source de la quantité des déchets générés,*
 - *en intégrant des critères de choix environnementaux et en informant nos clients et fournisseurs sur leurs impacts environnementaux,*
 - *en développant les compétences techniques par l'acquisition de matériel et équipement ayant des performances environnementales reconnues.*

*Pour concrétiser ces objectifs, et dans un système **d'amélioration continue**, nous nous engageons à :*

- ⇒ *nous conformer aux exigences légales et aux autres exigences applicables et, s'il y a lieu, aider à élaborer les normes environnementales en Tunisie.*
- ⇒ *Sensibiliser et motiver notre personnel, nos clients et nos fournisseurs, à la protection de l'environnement afin d'obtenir leur participation active.*

- ⇒ *Former, équiper et assurer la compétence de notre personnel ayant des tâches pouvant avoir des impacts significatifs sur l'environnement ou/et des risques significatifs sur la sécurité et la santé.*
- ⇒ *Communiquer avec notre personnel, nos clients, ainsi que le large public afin de gérer efficacement notre système.*

A cet effet ,nous désignons un Responsable du système Qualité/Environnement/Sécurité, un Responsable Sécurité et des Correspondants Environnement dans chaque direction afin de bien veiller à la mise en place et au suivi du système de management environnemental et de la Sécurité et Santé au travail au CITET.

La réussite de cette démarche repose sur l'implication de tous et sur la volonté de chacun de limiter les impacts potentiels de son activité quotidienne sur l'environnement. Cette démarche perçue au début comme une contrainte, s'est avérée au fil du temps un réel outil de progrès participant à la protection de l'environnement et à l'amélioration du cadre de travail.